

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 185 17 janvier 2008

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Charles Boulay, Jean François Cabral,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

Municipales :

les enjeux d'une campagne politique sur fond de luttes et de régression sociale

La nouvelle année à peine commencée, la rafale des attaques du gouvernement et du patronat contre les classes populaires se poursuit sans discontinuer. La résistance sociale aussi.

Encouragé par l'attitude des directions syndicales qui ont accepté de se plier au diktat du patronat sur le contrat de travail, le couple Fillon-Sarkozy a toutes les raisons d'accélérer les choses. En guise d'étrennes, la liste des mauvais coups est déjà particulièrement impressionnante : mise en cause des 35 heures, allongement de la durée de cotisation à 41 ans, campagne d'opinion contre les chômeurs, multiplication des rafles contre les sans-papiers pour remplir les quotas, et même une illustration de la politique salariale du gouvernement particulièrement éclairante, un véritable hold-up dans les hôpitaux publics portant sur des centaines de milliers d'heures de travail qui ne seront pas du tout ou que très partiellement payées...

Avec ce gouvernement, l'insécurité sociale bat décidément chaque jour de nouveaux records !

Les résistances, pourtant, n'ont pas dit leur dernier mot, même si du côté des directions syndicales, leur silence aura été particulièrement éloquent sur le contrat de travail, évitant soigneusement toute campagne d'agitation pendant toute la période des négociations à laquelle toutes ont accepté de participer... avant que FO, la CFTC et la CGC acceptent de signer l'accord.

Les réactions du monde du travail ont été suffisamment importantes en octobre-novembre pour qu'après la « trêve des confiseurs », il leur soit difficile de paraître immobiles sur tous les sujets. Le mécontentement social reste palpable, profond même, et l'envie d'une riposte se discute, preuve s'il en est que la lutte des cheminots et des agents de la RATP n'est pas ressentie pour l'instant comme une défaite, à défaut d'être une victoire.

La CGT a donc décidé de proposer une journée de manifestation nationale des cheminots, des agents de la RTP, des électriques et des gaziers le 22 janvier. Le 24 janvier ce sera au tour de la fonction publique. Les attaques sur les retraites et sur les salaires ont beau être les mêmes -Sarkozy ne se prive pas de répéter sur tous les tons qu'il veut mettre tout le monde au même niveau- l'idée d'un « tous ensemble » a encore du mal à s'imposer.

Il n'empêche : c'est bien sur fond de mobilisation sociale continue que va s'ouvrir la prochaine période électorale. Cet aspect sera évidemment déterminant.

Un an après l'arrivée de Sarkozy au pouvoir, les classes populaires auront la possibilité de condamner sans ambiguïté sa politique, sans cautionner pour autant celle du Parti socialiste et de ses alliés. Dans les urnes et bien sûr dans la rue.

Les élections municipales sont certes des élections locales, mais dans ce contexte de luttes sociales, c'est bien l'enjeu national qui sera décisif. Autant dire que dans la période qui vient nous aurons à combiner l'intervention sur différents terrains : intervenir dans les mobilisations sociales et participer à des élections ; mener une campagne nationale pour un plan d'urgence social et démocratique et poursuivre l'enracinement local des sections de la LCR ; ouvrir nos listes sans faire de la participation au nouveau parti une ligne de démarcation, mais ne pas attendre non plus pour essayer de donner une impulsion décisive à sa construction... Une gageure sans doute, qui exige de revenir sur les priorités de la prochaine période, au-delà des échéances les plus immédiates.

Du local au global, et réciprocement

Cette campagne pour les municipales a évidemment une dimension locale que nul ne peut ignorer. Les marges de manœuvre des municipalités sont plutôt minces la plupart du temps, mais leurs choix ont des implications non négligeables dans la vie quotidienne des populations, ne serait-ce que parce que les maires n'interviennent pas seulement dans les domaines du logement, de l'emploi ou du cadre de vie. Ils disposent également d'un pouvoir de police : l'élection d'un maire notoirement raciste et sécuritaire peut avoir par exemple toutes sortes de conséquences au quotidien pour la vie des jeunes dans les quartiers et l'avenir de nombreuses associations...

Mener une campagne pour les élections municipales est souvent pour nous l'occasion de resserrer des liens que nous avons longuement tissés avec des équipes militantes combatives ; c'est aussi la possibilité pour les révolutionnaires de faire la démonstration que leurs interventions comme leurs programmes sont bien au cœur des préoccupations de la grande majorité de la population.

La gestion locale a une dimension politique qui permet de vérifier la profondeur de l'engagement de bien des maires dits de gauche, parfois même au PCF, qui se disent antilibéraux et très attachés à la défense des services publics, mais n'hésitent pas au niveau de leur municipalité à déléguer la gestion des cantines scolaires, des transports publics ou de l'eau à des entreprises privées... La démonstration est souvent des plus significatives.

Les révolutionnaires n'ont évidemment pas des solutions sur tout, encore moins dans le cadre de la société capitaliste. Pourtant, sur bien des sujets, des élus réellement au service de la population pourraient faire des propositions concrètes destinées à améliorer la vie des principaux concernés. Dans ce domaine comme dans d'autres, les révolutionnaires ne sont pas des adeptes du tout ou rien, pas plus qu'ils ne le sont en général lorsqu'ils interviennent dans les luttes, dans la définition des revendications comme dans leurs pratiques syndicales.

Mais plus que la qualité ou la radicalité de leur programme, c'est surtout la préoccupation d'impliquer réellement la population qui les distingue réellement, avec la volonté tenace de mettre au cœur de toutes les préoccupations celles des gens eux-mêmes, leurs luttes, leur organisation...

C'est d'ailleurs sans doute l'un des rares intérêts à avoir des élu-e-s dans un conseil municipal de pouvoir nous lier à des milieux qui peuvent être particulièrement exploités, peu politisés et mal organisés... mais qui résistent et qui ne nous sont pas toujours familiers. Un enjeu politique important même si en apparence la lutte est des plus modestes.

Il y a pourtant des limites très sérieuses à ces interventions. La question de l'emploi et des salaires est au cœur des préoccupations de la population, c'est la question la plus décisive, celle qui alimente par de multiples canaux tous les aspects de la crise sociale qui mine la vie de nos quartiers, y compris celle de l'insécurité. Mais il n'y a pas de solution locale à cette situation. Des élus révolutionnaires pourraient tout au plus exiger qu'on en finisse avec une certaine hypocrisie et qu'on mette fin aux subventions destinées aux entreprises privées qui ne servent décidément à rien. Mais certainement pas faire croire que nous pourrions avoir une « bonne politique pour l'emploi », surtout localement... Ce qui n'est pas toujours facile à expliquer.

Les solutions municipales ne pourront apporter tout au plus qu'un léger soulagement, à la marge. Et cette marge est étroite. Car dans chaque commune, c'est bien la même logique capitaliste qui finit par

s'imposer sous prétexte de concurrence, et toute une série de contraintes financières et institutionnelles qui autorisent par exemple un préfet à contrôler la bonne gestion des maires...

C'est pourquoi les révolutionnaires peuvent sans doute faire ponctuellement la démonstration qu'il est possible d'apporter des améliorations dans certains domaines, simplement en prenant partie pour les intérêts de la population à l'exclusion de toute autre considération. Mais les révolutionnaires n'ont pas de programme « localiste » dans le sens où il prétendrait résoudre les problèmes fondamentaux de la population au niveau d'une commune, en faisant l'économie d'une confrontation majeure avec le patronat et le gouvernement.

Pour en finir avec le chômage, et pour ne prendre que cet exemple, il faut couper les vannes qui l'alimentent en permanence et commencer par interdire les licenciements. Ce sera une lutte générale, ou à généraliser, dans toutes les villes, dans toutes les corporations, qui concerne l'ensemble de la population.

C'est pourquoi la campagne que nous allons mener sera une campagne politique nationale pour aider à la mobilisation du monde du travail et à la convergence des luttes ; ce sera une campagne de popularisation du plan d'urgence qui peut certes se décliner à partir d'exemples locaux mais qui n'a de sens que dans une perspective d'ensemble ; ce sera aussi une campagne pour continuer à faire émerger une alternative politique avec la construction d'un parti anticapitaliste qui représente réellement les intérêts de la majorité de la population.

Construction du parti et campagne électorale

Dans ces élections, notre campagne politique va être étroitement liée à la question des luttes, mais dans un sens bien précis : non pas pour faire croire qu'il y aurait un « débouché politique » aux luttes dans les institutions et dans les élections, mais pour faire de la campagne électorale un moment d'agitation et d'explication essentiel afin de renforcer la conviction auprès du plus grand nombre que c'est bien par nos luttes et tous ensemble qu'on pourra commencer à faire de la politique en construisant un autre rapport de force et en nous organisant.

Cette réponse politique en appelle évidemment une autre qui est celle du parti.

Ici ou là, des alliances s'avèrent possibles avec des équipes militantes locales, associatives, alternatives, ou du PCF. Les conditions pour une telle alliance ne sont pas au même niveau ni à confondre avec celles qu'exige la construction d'un parti. Mais elles ne lui tournent pas non plus le dos.

Refuser tout accord de gestion avec le PS au 1^{er} comme au 2^{ème} tour, c'est évidemment renoncer à la gestion municipale, compte tenu des rapports de force électoraux actuels. C'est un encouragement à rompre avec les logiques électORALES et institutionnelles qui restent encore bien ancrés à gauche de la gauche et sein du PCF. C'est un premier pas qui peut être réellement décisif, si c'est l'occasion ensuite d'approfondir cette question autour de celle du parti qu'il faudrait construire dans la prochaine période, pour l'émancipation du monde du travail.

Le PCF va connaître à la fin de l'année 2008 un congrès décisif. Ses enjeux commencent à être dans toutes les têtes et alimentent bien des discussions, sans attendre la fin des échéances électORALES. L'avenir a commencé à se dessiner nettement, entre le maintien d'un PCF enfoncé dans la spirale du déclin, la construction d'un pôle antilibéral incapable de renoncer à ses alliances avec le Parti socialiste, ou se tourner vers le nouveau parti que propose la LCR.

S'engager dans cette voie, c'est évidemment s'adresser en priorité aux nouvelles générations militantes, souvent plus radicales et moins prisonnières des schémas anciens des partis de gauche. Mais si l'on veut s'adresser aussi aux militantes et militants du PCF, à gauche de la gauche comme en direction de toutes celles et ceux qui n'ont pas fait campagne avec nous pour des raisons très diverses, en particulier à Lutte ouvrière, il y a de nouvelles occasions de poursuivre les discussions.

Celles-ci continuent durant la campagne électORALE, et rebondiront après, en essayant de cerner les problèmes politiques qui font réellement obstacle, en distinguant l'essentiel de l'accessoire... Et de ce point de vue, si des délimitations claires entre réforme et révolution ne sont évidemment pas un accessoire, l'attachement à un « programme trotskyste » qui se réduirait à quelques formules figées certainement pas l'essentiel !

Mais pour cette raison également, la campagne que nous allons mener aux municipales va dépasser

largement ce cadre. Sans que les deux se confondent entièrement, le positionnement général que nous aurons dans ces élections et les démonstrations que nous pourrons faire sur le plan politique, auront évidemment leur importance dans la perspective de construction d'un nouveau parti. Bien plus que les seuls résultats au niveau arithmétique. C'est aussi l'un des enjeux de cette campagne.

Jean-François CABRAL

[↑](#)

Si débatmilitant** te plaît, n'hésite pas à le diffuser
et à le faire circuler, fais le connaître à tes amis,
propose leur de s'abonner...**